

Confinement : le pessimisme et la défiance en nette progression

86 % des sondés jugent les mesures prises par l'Etat pour protéger la santé des citoyens insuffisantes, voire très insuffisantes

Après plus d'une semaine de confinement combinée à une dramatique augmentation du nombre de décès en milieu hospitalier (+ 431 % entre le 15 et 22 mars, à la veille de nos enquêtes), les représentations des Français vis-à-vis de la pandémie de Covid-19 et leur perception du rôle joué par les autorités chargées de gérer la crise ont connu une brutale inflexion.

Le premier enseignement de l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof, le centre de recherche de Sciences Po, menée auprès de 2 000 répondants, est une forte détérioration du moral des personnes interrogées. En l'espace d'une semaine, le pessimisme quant à l'avenir de la France progresse de plus de 4 points, passant à 39,5 %. Les conséquences du coronavirus sont graves sur le plan sanitaire par 89 % des répondants (+ 5 points), voire très gra-

ves pour 56 % des répondants (+ 9 points). Le niveau d'anxiété s'envole encore pour atteindre 50 % alors que l'espoir se tasse à 37 %. Seule éclaircie au tableau, la vie dans le foyer malgré le confinement est toujours considérée comme agréable par 36 % des répondants, bien que pour 50 % d'entre eux, la vie confinée ne soit ni agréable ni désagréable.

La période de confinement est fortement révélatrice d'inégalités sociales, au point de les creuser pour certaines catégories. Par exemple, les personnes sans emploi, isolées dans leur habitat, vivant seules, avec une santé déjà fragile ou résidant en milieu rural manifestent les formes les plus aiguës de pessimisme quant à l'avenir. La crise sanitaire vient, chez ces groupes sociaux, renforcer, voire accélérer, le spectre d'un horizon incertain, celui d'un déclasserement social.

Le deuxième enseignement est de nature politique et porte sur l'évaluation de l'exécutif. La satisfaction vis-à-vis de l'action du président de la République, déjà faible, est en recul de 4 points, à 22 %. L'insatisfaction quant à la gestion de la crise devient majoritaire (56 %), en progression de 10 points en une semaine.

Sentiment de colère

Ces éléments démontrent combien la période ne ressemble pas aux précédentes crises internationales où les premiers jours alimentent en général un effet dit de « rally-round-the-flag ». Ce principe de ralliement ou d'unité autour du chef implique une irréprochabilité dans la conduite des affaires et une adhésion totale à des mesures qui doivent être perçues comme cohérentes et justes. Or, en quelques jours, la perception des personnes interrogées

sur les mesures prises au sommet de l'Etat pour protéger la santé des citoyens s'est violemment dégradée. Ils sont désormais 59 % à les considérer comme insuffisantes, voire très insuffisantes pour 27 % (contre respectivement 42 % et 17 %, il y a sept jours).

Et ce sentiment concerne autant les sympathisants de La République en marche que ceux des oppositions. Pis encore, la gestion de la crise suscite une forte accélération du sentiment de colère (+ 10 points) pour près de la moitié des personnes interrogées (+ 7 points sur le total des sondés). L'activation de telles émotions renforce la polarisation de la société et morcelle encore un peu plus la cohésion sociale.

En outre, interrogés sur les décisions, plus des deux tiers considèrent trop tardifs le rétablissement des contrôles aux frontières, l'instauration de contrôles médicaux

et ou la fermeture des frontières de l'Union européenne.

Le principal reproche adressé à l'exécutif concerne les retards dans la fabrication, l'importation, le stockage et la distribution de masques de protection pour les personnels soignants. Près de 9 personnes sur 10 ne comprennent pas l'absence de tels matériels. Il en va de même de la distribution de tests de dépistage du virus. Seule la fermeture des crèches, écoles et universités est la mesure où une majorité (51 %) considère que le gouvernement n'a agi ni trop tôt ni tard.

Au-delà de l'évaluation de l'action passée, le principal handicap pour la gestion immédiate et future de la crise est la défiance profonde dont témoigne quasiment la moitié des interrogés : 48 % jugent probable que le gouvernement cache des informations aux Français sur l'épidémie.

Parce que le consentement au pouvoir n'est jamais acquis, il est fondamental que l'exécutif recherche, pour ses prochaines décisions, l'adhésion la plus large possible pour mener le pays, dans un premier temps, hors de la crise sanitaire, et, dans un second, de faire face à ses conséquences économiques. Le confinement produit aujourd'hui des effets invisibles, cumulatifs et préoccupants parmi les plus fragiles et les moins dotés en capital social et économique. ■

MICHAEL BECHER (PROFESSEUR ASSISTANT DE SCIENCES POLITIQUES, IAST & UNIVERSITÉ DE TOULOUSE CAPITOLE-1), SYLVAIN BROUARD (DIRECTEUR DE RECHERCHE À SCIENCES PO, CEVIPOF & LIEPP), MARTIAL FOUCAULT (PROFESSEUR À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF) ET PAVLOS VASILOPOULOS (« MAÎTRE DE CONFÉRENCES » EN SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE YORK)